

Événement

Plan d'accélération industrielle

Un premier bilan satisfaisant

● Le Plan d'accélération industriel (PAI) fête sa première année de mise en œuvre. Les premiers résultats ont été encourageants avec le lancement de plusieurs écosystèmes et surtout la sécurisation de plus de 250.000 engagements de postes d'emplois. En attendant l'impact prévu sur la dynamique de croissance du pays, les industriels s'approprient désormais l'approche.

Les prochaines Assises de l'industrie, prévues pour se tenir au mois de mai, serviront d'occasion pour présenter le bilan officiel de la première année de mise en œuvre du Plan d'accélération industrielle (PAI) lancé au début du mois d'avril 2014. Un premier bilan d'étape donc sur lequel le ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, Moulay Hafid Elalamy affiche sa satisfaction quant aux résultats enregistrés. «*Nous sommes en bonne voie après un an de mise en œuvre du plan*» a-t-il confié aux ÉCO, jeudi dernier, en marge d'une rencontre organisée à Casablanca par l'Association marocaine des ingénieurs des mines (AMIM) sur les perspectives des écosystèmes mis en place dans le cadre de cette stratégie. «*Le bilan est très satisfaisant et l'année a surtout consisté à mettre en marche la dynamique*», résume Elalamy en attendant les chiffres et l'analyse d'impact obtenus grâce à la mise en place des premiers écosystèmes lancés dans le cadre du PAI, qui constitue la pierre angulaire de ce chantier qualifié de trop ambitieux à son lancement. C'est justement le cas de le dire et comme l'atteste la multiplication des rencontres sur les enjeux du PAI et les résultats attendus de l'approche par les «écosystèmes», la mayonnaise est en train de prendre dans le sillage de la mise en œuvre des premières mesures inscrites dans le cadre du plan. À ce jour, plus d'une dizaine d'écosystèmes industriels ont déjà été lancés dans des secteurs qui connaissent une cer-



taine maturité, et aux perspectives prometteuses. C'est le cas avec l'OCP pour les phosphates et dérivés, l'automobile et le textile. D'autres sont également en cours de négociation et devraient rejoindre la liste d'ici quelques semaines. De même, dans le cadre du Fonds de développement industriel (FDI), le bras financier destiné à accompagner la mise en œuvre du PAI, 3MMDH ont déjà été inscrits pour 2015

À ce jour, plus d'une dizaine d'écosystèmes industriels ont déjà été lancés dans des secteurs qui connaissent une certaine maturité.

de commerce, d'industrie et de services (CCIS). Les industriels ne cachent pas, en tout cas, leur satisfaction vis-à-vis de la dynamique qui est en train de prendre forme, comme l'atteste Jacques Prost, pdg de Renault Maroc qui estime que «*le PAI a été un réel accélérateur pour asseoir la stratégie du groupe*». La preuve, l'usine de Tanger est en train de monter en puissance en matière d'intégration des filières locales. Avec un taux moyen d'intégration locale de 37% en 2014, l'usine vise à atteindre 55% en 2016 dans le sillage des contrats signés avec l'État. C'est un constat presque similaire que dresse Abdelhamid Souiri, président de la Fédération des industries métallurgiques, mécaniques et électroniques (FIMME). Pour la Fédération qui a été l'une des plus actives durant cette année de mise en œuvre du PAI, les écosystèmes déjà mis en œuvre s'annoncent comme un véritable coup de pouce pour un secteur en pleine expansion, mais qui reste confronté à beaucoup de difficultés liées à des problèmes de compétitivité.

dans la loi de Finances conformément aux 21MMDH prévus sur la période 2014-2020. Par ailleurs, certaines mesures relatives à l'accompagnement ont pu voir le jour comme la stratégie destinée aux PME et aux TPME, en attendant celle dédiée aux Chambre

250.000 emplois à sécuriser pour 2015

Il est certes difficile en l'état actuel des choses, et après un an, de mesurer véritablement l'impact du PAI sur la dynamique de croissance de l'économie nationale. C'est le cas particulièrement pour ce qui est du rehaussement de la contribution du secteur au PIB, l'un des objectifs phares du plan qui vise à atteindre 23% à l'horizon 2020 contre 13 à 14% actuellement. Cependant, sur d'autres enjeux prioritaires comme la création d'emploi, les premiers résultats sont encourageants et témoignent de la pertinence du programme. Les écosystèmes mis en œuvre par l'OCP, qui étaient déjà bien engagés dans cette voie ont permis à eux seuls de sécuriser au moins la moitié des 500.000 emplois visés en 2020. Avec les 5.800 emplois visés par les contrats signés avec l'AMICA pour le secteur de l'automobile et les 146.000 avec l'AMITH pour le secteur textile, le PAI est en passe de dépasser largement le cap des 25.000 engagements d'emplois visés à fin 2015, c'est-à-dire au terme des deux premières années de sa mise en œuvre. C'est l'un des gros défis et même s'il ne s'agit que d'engagements, la balle est désormais dans le camp des fédérations professionnelles qui devraient constituer le vrai acteur de l'exécution du Plan. C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre Elalamy, qui ne cache pas sa satisfaction sur le fait qu'en matière de création d'emplois, «*l'objectif qui a été convenu de sécuriser la moitié des engagements pris a été atteint*». C'est un premier pas encourageant qui démontre que l'objectif assigné au PAI est à portée de main.

● ● ●
Les prochaines Assises de l'industrie, prévues pour se tenir au mois de mai, serviront d'occasion pour présenter le bilan officiel de la première année de mise en œuvre du PAI.

PAR **ABOUBACAR YACOUBA BARMA**
a.barma@leseco.ma

Coup de pouce du gouvernement

● **Les objectifs assignés pour le PAI transcendent plusieurs secteurs stratégiques de l'économie nationale. C'est ce qui justifie, en partie, le fait que la stratégie soit désormais érigée en véritable priorité du gouvernement.**

L'économie nationale est désormais axée sur un nouveau cap qui s'appuie sur une stratégie de réindustrialisation pour une croissance dynamique et inclusive», ne cesse de répéter le ministre de l'Économie et des finances, Mohamed Boussaïd. À l'évidence donc, la stratégie du ministère de l'Industrie déclinée à travers le PAI constitue une des priorités sur laquelle compte désormais le gouvernement pour la prise en compte de plusieurs défis socioéconomiques, notamment pour ce qui est de la création d'emploi ou du renforcement de la compétitivité de l'économie marocaine. L'aspect mérite d'être souligné puisqu'il s'agit d'une particularité de cette nouvelle stratégie, laquelle se greffe certes à d'autres plans sectoriels, mais prend enfin en compte les enjeux de coordination et de cohérence des politiques publiques marocaines. C'est en effet l'une des grandes lacunes des stratégies sectorielles mises en œuvre au Maroc depuis quelques années et qui ne cessent de porter leurs fruits. Il est vrai aussi qu'en la matière, le PAI avec ses objectifs chiffrés en termes de création d'emploi ou d'effet attendu à la dynamique de croissance, a de quoi constituer une véritable politique gou-

période de mise en œuvre convenue, 2014-2020 et au-delà des aléas politiques. La cohérence du PAI avec les autres stratégies sectorielles ainsi que la nouvelle politique économique

du gouvernement constituent à ce titre un aspect assez important qui est ressortit durant la première année de sa mise en œuvre.

PAR A.Y.B

Le PAI permettra aussi d'assurer le rééquilibrage des comptes extérieurs du Maroc.

vernementale de premier plan. L'un des volets stratégiques du PAI, c'est qu'il permettra également d'assurer le rééquilibrage des comptes extérieurs du Maroc et par la même occasion s'inscrit dans la politique d'assainissement des indicateurs macroéconomiques du royaume. C'est le cas avec l'effet attendu sur l'amélioration de l'offre exportable du Maroc, qui permettra enfin aux opérateurs de profiter pleinement du potentiel que leur offre les accords de libre-échange signés par le Maroc avec à la clé un marché de plus d'un milliard de consommateurs. Dans le sillage de la nouvelle dynamique de croissance du Maroc qui surfe sur de nouveaux leviers et fait face à de nouveaux défis, le PAI s'avère donc plus qu'une stratégie sectorielle mais un véritable programme gouvernemental qu'il appartiendra de conduire à bon port sur la